



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE TARN-ET-GARONNE

DIRECTION INTERMINISTERIELLE
DE LA STRATEGIE DE L'ETAT,
DES RESSOURCES HUMAINES
ET DES MOYENS

Mission Veille Stratégique
et Observatoire des Territoires

Affaire suivie par : Jean-Pierre RICHET

Montauban le 31/05/11

Implantation de la LGV dans le Tarn et Garonne

**Commission consultative du 30 mai 2011, groupe 4
10h30 Préfecture Salle J. Moulin**

Une séance de la commission consultative s'est tenue à la préfecture le lundi 30 mai 2011 à 10 h 30 concernant les collectivités appartenant au groupe 4 allant de Labastide-Saint-Pierre à Pompignan et associant également deux communes du nord du département de Haute-Garonne : Saint-Rustice et Fronton.

Personnes présentes:

- Monsieur le Préfet de Tarn et Garonne, accompagné de Mme Violaine Démaret, Secrétaire Générale de Préfecture, de M. Duquesne (DDT), et de représentants des services de l'Etat (préfecture, DDT, DREAL),
- Mme Sylvia Pinel, députée de Tarn-et-Garonne,
- RFF : représenté par M. Castan, chef de l'Unité GPSO à Toulouse, accompagné de Mme Leclercq-Chéron, et de M. Pasquier du bureau d'études Arcadis,
- Les communes et établissements publics de coopération intercommunale suivants, représentées par leur président, maire, adjoint, ou délégué,
 - Campsas : Mme Marie-Claude Nègre, maire, M. Gérard Feuga, adjoint,
 - Grisolles : M. Patrick Marty, maire, M. Jacques Morin, adjoint,
 - Labastide-Saint-Pierre : M. Jerome Beq, maire,
 - Pompignan : M. Alain Belloc, maire,
 - Canals : M. Purcha, adjoint,
 - Fabas : M. Manzon Daniel, adjoint,
 - Saint-Rustice : M. Edmond Aussel, maire, M. Didier Manzon, adjoint,
 - Communauté de communes Terroir de Grisolles-Villebrunier : Mme Marie-Claude Nègre, présidente,
- Le Conseil Général représenté par M. Denat Jean-François, Direction de la voirie et de l'aménagement,
- Le Conseil Régional Midi Pyrénées, représentée par M. Julien Bénos

Etaient également invités et excusés : M. Collin, sénateur, M. JM Baylet, Président du Conseil Général, Mme Barèges, député-maire de Montauban, et la mairie de Fronton.

Monsieur le préfet ouvre la séance en remerciant l'ensemble des participants et en indiquant la reconduction de la configuration des quatre groupes homogènes de communes de la commission consultative en soulignant que celle-ci doit permettre la poursuite de la concertation.

Après un bref rappel du contexte dans lequel s'inscrit cette commission consultative, Monsieur le Préfet souligne que les réunions de la commission consultative qui ont pour but de recueillir les avis sur la proposition de RFF du tracé « à approfondir » pour la suite des études constituent des étapes importantes visant également à préparer le COTER du 16 juin et le COPIL du 23 juin.

Il apparaît donc essentiel que les membres présents puissent faire part de leurs préoccupations sur certains points précis afin que ces remarques puissent être analysées et éventuellement traduites par des recommandations que devra suivre le maître d'ouvrage et reprises dans le dossier d'enquête publique qui sera réalisé après la décision ministérielle portant sur le tracé définitif, décision qui pourrait intervenir à la fin de l'année 2011.

L'enquête publique devrait se dérouler au cours de l'année 2013. Les travaux seraient alors lancés dès 2017 pour une mise en service de la ligne en 2020.

M. le Préfet annonce qu'en raison de demandes complémentaires de la part des élus notamment du secteur de Campsas, RFF réalise actuellement une étude complémentaire afin d'examiner les possibilités de rapprochement du tracé avec l'autoroute A62 dans le nord du secteur (commune de Campsas). Une réunion complémentaire à des fins de présentation de cette étude est programmée le 9 juin 2011. Les communes de Campsas, Fabas, Canals Labastide Saint Pierre, Pompignan et Grisolles y seront associées.

Il sera question de rechercher un compromis entre l'hypothèse 271 (nord du secteur) et l'hypothèse 273 (sud du secteur).

1) Présentation des hypothèses de tracé à approfondir

RFF présente la démarche de l'analyse multi-domaines des hypothèses de tracé qui avaient été retenues lors de la précédente phase de concertation du début de l'année 2011. Cette analyse a été réalisée à partir de trois domaines :

- Domaine environnemental : prise en compte des milieux humain, physique, naturel et biologique, paysager et patrimonial;
- Domaine fonctionnel : respect des fonctionnalités techniques de la ligne ;

- Domaine technico-économique : prise en compte notamment de l'évaluation financière du projet et de ses aménagements, difficulté de construction.

Cette analyse a fait l'objet de différentes présentations au niveau local et les différents avis émis ont été recueillis lors de cette phase de concertation. Il s'agit aujourd'hui pour RFF de présenter une seule hypothèse dite « tracé à approfondir ».

La présentation est réalisée commune par commune à partir d'un diaporama, d'une cartographie en plan puis d'une maquette en 3 dimensions pour les secteurs où elle est disponible.

2) Recueil des observations

Commune de Labastide-Saint-Pierre

Le maire de Labastide-Saint-Pierre souhaite que la ligne passe au-dessus du pont de Lauzard comme cela a été demandé à plusieurs reprises. RFF indique que cette option créerait des problèmes techniques notamment en termes de courbes et la nécessité de couvertures de l'autoroute, ce qui n'est pas envisageable. A la demande du maire, RFF produira les études techniques et les chiffres correspondants qui conduisent à cette conclusion.

Le maire de Labastide Saint Pierre regrette que RFF n'ait pas tenu compte des remarques formulées depuis le début de la concertation et souligne que l'hypothèse préconisée par RFF (H262-273-281) va créer des zones inexploitable situées entre la ligne et l'autoroute.

Le maire s'inquiète également de l'impact sonore de la ligne sur les habitations sachant que cette zone est soumise à des vents dominants défavorables soufflants d'Ouest en Est. Les habitations situées au lieu-dit « Viguerie » distants de l'autoroute de 160 mètres et de la ligne LGV proposée de 200 mètres souffriront fortement de cette situation.

RFF précise que la réglementation en matière de protection phonique s'imposera et que dès le mois de juin des mesures de bruit sur le terrain seront lancées afin de pouvoir préciser le dimensionnement des ouvrages de protection.

M. le préfet souhaite que ce point soit noté comme sensible et fasse l'objet de mesures compensatoires suffisantes.

Les habitations situées au lieu-dit « Beulaygue » subiraient les mêmes nuisances. A ce niveau, la hauteur des remblais se situerait entre 6 à 10 mètres.

M. le préfet souligne que ce déplacement serait délicat car il impacterait la commune de Bressols.

Des interrogations sont également formulées sur la question des expropriations et du montant des indemnités. RFF indique que pour ce type de projet, près de 98 % des acquisitions se réalisent à l'amiable.

M. le préfet souhaite que RFF réalise une fiche claire et précise sur les conditions d'expropriation afin de l'adresser à l'ensemble des responsables locaux.

Pour cette commune, M. le Préfet synthétise les points à retenir :

- Souhait du maire d'un passage le plus au sud possible à hauteur de « Beulaygue ».
- Attention particulière à la protection phonique des habitations

Commune de Campsas

Au préalable, Mme le maire regrette que la présentation en 3D du territoire de sa commune n'ait pu être réalisée par RFF. M. le préfet souhaiterait que cette présentation sous cette forme se fasse avant le 16 juin, date du COTER.

Mme le maire réitère son souhait de voir la ligne se rapprocher le plus possible de l'autoroute comme RFF s'y était précédemment engagé. RFF précise que ce point est étudié et sera présenté lors de la réunion complémentaire du 9 juin mais avance que le passage de l'hypothèse 263/264-271-281 au nord à l'hypothèse 262-273-281 au sud au niveau demandé (PRF 222) nécessite de prévoir des raccordements courbes se répercutant sur une certaine distance.

Mme Pinel souhaite que les conclusions de la séance du 9 juin soient communiquées à l'ensemble des membres de la commission consultative et notamment aux élus qui siègent dans les instances de gouvernance afin que ceux-ci puissent relayer les difficultés et les demandes recensées.

Commune de Canals

Le représentant de la commune souhaite également que la ligne LGV se rapproche plus de l'autoroute car un positionnement plus au à l'ouest tel que présenté dans l'hypothèse 262-273-281 se rapprocherait du hameau de Sirech.

Commune de Fronton

En l'absence d'un représentant de la commune, il est toutefois noté que l'hypothèse 262-273-281 serait plus favorable au vignoble.

Commune de Grisolles

M. Le Maire indique n'avoir pas de remarque particulière, l'hypothèse 262-273-281 proposée par RFF étant celle qu'il préconisait.

Commune de Pompignan

Les entrée et sortie du tunnel sont examinées. Le parc du Château de Pompignan ne serait pas impacté.

Commune de Saint-Rustice

M. le maire de Saint-Rustice souligne l'impact des deux hypothèses restantes sur le bâti après la sortie du tunnel au lieu dit « la Sarrailhère ». La sortie du tunnel prévue pour l'hypothèse 271 serait préférable dans ce cadre.

M. le maire sollicite également un rétablissement des voies existantes dans ce secteur. RFF indique que ce point sera examiné en concertation avec les élus dès la fin du mois de juin.

3) Point sur les avis donnés par RFF sur les permis de construire

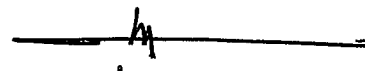
RFF souligne que sur 79 demandes, 40 avis favorables et 27 avis défavorables ont été délivrés, et 7 sursis à statuer ont été demandés. Il est rajouté que le choix très prochain du tracé à approfondir permettra d'apporter plus de précision dans l'instruction de ce type de dossiers.

4) Pont intermédiaire sur la consultation du public

Au 25 mai 2011, le traitement des avis reçus par internet indique que le Tarn-et-Garonne représente environ 15 % des avis exprimés sur les 27 secteurs concernés. Les avis concernent essentiellement le secteur examiné ce jour en commission consultative. Le traitement des avis reçus par courrier est en cours.

L'ordre du jour étant clos, Monsieur le préfet lève la séance en remerciant l'ensemble des participants.

Le Préfet



Fabien SUDRY